



Dépêche n° 595818
Par Judith Blanes
Publiée le 19/11/2018 à 19h02

Dix jours après le suicide d'un gendarme à Matignon, la DGGN se penche sur sa politique de prévention lors d'un colloque

La direction générale de la gendarmerie nationale a organisé, jeudi 15 novembre 2018 à Issy-les-Moulineaux, un colloque sur la prévention du risque suicidaire. Celui-ci marque une "prise de conscience", saluent les APNM contactées par AEF info. Les associations soulignent la "richesse" des échanges et avancent leurs propositions pour enrayer ce phénomène de "contagion suicidaire". Nathalie Pauwels, représentante d'un programme de lutte contre les suicides soutenu par le ministère de la Santé, note que "l'entraide" constitue un levier "remarquable" dans la gendarmerie.

La gendarmerie nationale entend lutter contre la "contagion suicidaire" qui la touche depuis le début de l'année 2018, avec 31 suicides. C'était l'objet d'une "journée de prévention" réunissant des associations, des représentants des régions de gendarmerie et des spécialistes de la prévention dans le cadre de trois tables rondes, jeudi 15 novembre 2018. Cette initiative, qui avait lieu une dizaine de jours après le suicide d'un garde républicain affecté à la sécurité de l'Hôtel de Matignon ([lire sur AEF info](#)), est saluée par trois associations de gendarmes contactées par AEF info.

Les associations satisfaites de la démarche lancée

"C'était sans tabou. Certains chefs ont pu raconter ce qu'ils avaient vécu", rapporte le capitaine Jean-François Charrat, membre du conseil d'administration de l'APNM Gendarmes et citoyens, au lendemain de cette rencontre. "Le directeur général a vraiment pris conscience que cette problématique ne pouvait être évitée. Il nous a donné rendez-vous l'année prochaine et va prendre le pouls de chaque intervenant", relate le représentant de l'association à AEF info. "Cette réunion est une première, nous la demandions depuis dix ans, comme les syndicats de policiers la demandent sans l'obtenir", souligne-t-il alors que la police est également touchée par le phénomène des suicides.

"Il y avait des intervenants de grande qualité, extérieurs à l'institution, l'amphithéâtre était rempli, et c'était constructif. Maintenant, il faut continuer à se poser des questions", résume Jacky Le Fort, membre du conseil d'administration de l'UNPRG. Pour Jean-Pierre Bleuzet, vice-président de GendXXI, cette manifestation est "la preuve que la problématique est prise à bras-le-corps. Cette manifestation est à renouveler. J'ai bon espoir, je pense que le directeur général donnera une suite à cette journée. Mais c'est un chantier très lourd et compliqué", dit-il à AEF info.

"J'ai rarement constaté une telle écoute", souligne Nathalie Pauwels, chargée du déploiement national du programme Papageno, financé par le ministère de la Santé. "Notre programme vise à limiter la 'contagion suicidaire', à promouvoir le recours au soin et l'entraide. Les gendarmes ont tout ce qu'il faut en termes d'entraide. Cela fait partie des valeurs de la gendarmerie, c'est remarquable, et c'est un formidable terreau pour travailler sur la prévention des suicides", note la chercheuse, qui intervient également auprès d'agents de l'administration pénitentiaire ou encore des hôpitaux.



Plus de psychologues et de travail commun avec les médecins

Jacky Le Fort (UNPRG) plaide pour davantage d'"écoute collective des personnels, et un retour à la camaraderie" dont il a lui-même bénéficié au cours de sa carrière. "Il faudrait pour cela que les assistants sociaux, les psychologues et médecins militaires travaillent en cohésion, pourquoi pas en mettant en place des référents" plus spécifiquement chargés de la prévention du mal-être, propose-t-il.

"Il n'y a que 38 officiers psychologues en activité pour plus de 100 000 gendarmes, il faudrait augmenter ces effectifs", pointe Jean-Pierre Bleuzet. Le représentant de GendXXI propose également de prévoir un suivi psychologique régulier des gendarmes au cours de leur carrière. Les visites médicales obligatoires tous les deux ans ne permettent pas réellement de détecter les fragilités des personnels, estime-t-il. Par ailleurs, les militaires sollicitent peu le suivi ponctuel auquel ils ont droit après des interventions violentes traumatisantes, relève Jean-Pierre Bleuzet.

Mieux communiquer et créer un numéro vert dédié aux gendarmes

"Beaucoup de choses ont déjà été faites dans la gendarmerie", reconnaît Nathalie Pauwels. Néanmoins, le numéro vert spécialisé "écoute défense" (08 08 800 321), ouvert à tous les militaires, "n'est plus appelé par les gendarmes, qui se sont éloignés du ministère de la Défense" depuis leur intégration au ministère de l'Intérieur, constate Jean-François Charrat (Gendarmes et citoyens). Selon lui, le général Richard Lizurey a évoqué la création d'un numéro propre à la gendarmerie. Gendarmes et citoyens propose également que les APNM volontaires mettent en place une cellule d'écoute, après avoir été formées par un psychologue (voir encadré).

Un des autres leviers repose sur la communication. Interrogée par AEF info sur la communication des suicides par les représentants des personnels, Nathalie Pauwels souligne le fort "aspect 'fatalité'" : "En voyant cette information, certains peuvent se dire : 'Pourquoi ne serais-je pas le prochain ?' Il faudrait diffuser ce numéro de téléphone plutôt que de faire ce décompte." Papageno a proposé à la direction générale de travailler "sur la qualité de l'information diffusée en interne et vers l'externe", notamment en direction des médias. "Les mots ont leur importance et peuvent engendrer par une identification le passage à l'acte chez les personnes vulnérables. C'est ce qu'on appelle la 'contagion suicidaire'. Les suicides augmentent de 10 % de plus dans les semaines qui suivent la médiatisation d'un suicide. Il y a des petites précautions à prendre pour au contraire promouvoir un effet protecteur", explique-t-elle.

LES PROPOSITIONS DE GENDARMES ET CITOYENS

Gendarmes et citoyens a remis un livret intitulé "Réflexions sur les risques psycho-sociaux" au directeur général de la gendarmerie nationale à l'occasion de ce colloque. Dans ce document, l'association demande la création d'une commission permanente nationale de prévention et la réactivation des sections régionales de prévention réunies chaque semestre. Elle souhaite déplacer les affectations et avancements au deuxième trimestre "pour éviter les suicides plus nombreux en automne". Par ailleurs, les gendarmes ayant subi une mutation d'office dans l'intérêt du service devraient impérativement être affectés dans des casernes. Gendarmes et citoyens soutient l'organisation d'une journée des nouveaux arrivants et des demi-journées de cohésion obligatoires. Elle défend aussi la création d'une formation "à la gestion de crise" après un suicide de chaque référent d'unité. Tous les officiers ayant des missions de ressources humaines non titulaires de diplôme en lien à la gestion du personnel devraient aussi être formés, en plus d'une sensibilisation sur le phénomène suicidaire de toutes les promotions des écoles. Chaque gendarme devrait enfin recevoir une brochure indiquant le numéro vert et expliquant le phénomène suicidaire.



Former la base pour mieux détecter les signes

Autre piste proposée par GendXXI, "former les personnels en école et dans les unités" pour "apprendre à détecter les petits signaux". "Combien de fois on a entendu dire : 'On ne l'a pas vu venir ?'" pointe Jean-Pierre Bleuzet. Selon lui, cette formation ne devrait pas se limiter aux commandements des régions et des groupements, comme cela a été proposé lors du colloque. "Ce sont les collègues qui peuvent voir et alerter, l'information ne remontera pas sans la base."

Enfin, pour Jean-François Charrat, il faudrait davantage lutter contre "l'hypervirilisation". Cette piste, dit-il, a été évoquée par le directeur général, Richard Lizurey en conclusion de la journée. Gendarmes et citoyens plaide pour une campagne d'affichage avec le slogan "le véritable homme fort, c'est celui qui sait demander de l'aide".

Testez AEF